

Vichet Mong,
Neal B. Keating

Actualités de l'accaparement des terres : caoutchouc, or, sucre

En dépit de l'annonce faite par le premier ministre Sun Set d'un moratoire national sur les concessions foncières à des fins d'exploitation économique (ELC), suivie en 2013 par le plan national de règlement des litiges fonciers en suspens (dit Directive 01BB), les accaparements de terre se poursuivent sans relâche au Cambodge. Les quelques exemples qui suivent attestent le problème généralisé et croissant que représente l'insécurité foncière. La loi foncière du Cambodge de 2001 reconnaît les droits des peuples autochtones à des titres fonciers collectifs. En 2015, trois communautés de plus ont obtenu un titre sur des terres traditionnelles, au total 10 communautés ont reçu des titres fonciers au cours des 15 années qui ont suivi la promulgation de cette loi. Cela laisse quelques 500 communautés autochtones sans titre de propriété collective. En 2015, les Bunong de O'Rona, une communauté à Mondulkiri, qui avaient obtenu des droits fonciers il y a plusieurs années, ont utilisé ces titres pour défendre leurs terres devant les tribunaux.



Le point sur le cas HAGL à Rattanakiri : le caoutchouc

L'article de l'année dernière portait sur la situation de quelques 17 communautés villageoises, principalement Tampuan, Jarai, Kachoc et Kreung, dont les terres ont été données en concession (economic land concessions - ELC) à Hoang Anh Gia Lai (HAGL), une compagnie de caoutchouc basée au Vietnam, liée par son financement à la Société financière internationale de la Banque mondiale (SFI). Fin 2015, les concessions ELC revendiquées par HAGL et ses filiales atteignaient presque 80 000 hectares (huit fois la limite officielle de 10 000 hectares). L'accaparement de terres par la HAGL a déplacé des milliers d'autochtones, détruit leurs forêts et ressources en eau, soumis les communautés à de violents conflits avec les sociétés de caoutchouc. Tirant parti du soutien d'ONG et des opérations d'introduction en bourse, en 2013-2014, ces communautés ont porté plainte non pas auprès du gouvernement, mais auprès du conseiller médiateur (CAO) de la SFI. En septembre 2015, le CAO a facilité les négociations entre les représentants d'HAGL, les communautés et leurs représentants au sein des ONG. Les discussions ont donné lieu à un accord plutôt satisfaisant par lequel HAGL a accepté de soutenir les procédures foncières pour 11 des communautés concernées, et de remédier aux perturbations engendrées par ses activités de développement dans la province de Rattanakiri¹. Loin d'être parfait, et il reste à voir si HAGL tiendra ses promesses, ce résultat est bien meilleur que dans de nombreuses situations similaires au Cambodge. Cela montre que les informations tirées d'une investigation sur les filières de financement des compagnies qui accaparent les terres autochtones peuvent être à même d'arrêter ou au moins de ralentir ce type de développement agressif. Ce cas démontre aussi combien l'Etat est impuissant et peu impliqué dans la question des droits fonciers collectifs qu'il a pourtant reconnus dans la loi foncière de 2001, et que les agences multilatérales ne travaillent pas toujours en toute transparence.

L'accaparement de terres pour l'or

En ce qui concerne les questions minières, neuf autres communautés autochtones du Rattanakiri (dans les districts Oyadev, Lamphat, et Andong Meas) ont protesté conjointement en 2015 contre les activités « exploratoires » de deux compagnies aurifères, Angkor Gold (une compagnie canadienne) et Mesco Gold (une compagnie indienne). Ces activités ont un impact néfaste sur les terres des populations autochtones, leur culture et leurs moyens de subsistance, qui dépendent de l'agriculture itinérante et de la collecte des produits de la forêt, produits non ligneux y compris tels que nourriture, médicaments et autres ressources. Angkor Gold et Mesco sont accusés d'utiliser des produits chimiques toxiques dans leurs procédés d'extraction, et de d'importer de la main d'œuvre irrespectueuse de la culture autochtone et source d'insécurité, notamment pour les femmes et les jeunes filles. Pour sa part Mesco Gold a annoncé en mars 2015 qu'il verserait 63 000 US\$ aux 18 familles privées de terres.

L'accaparement de terres pour le sucre

En 2015, la communauté Kuy dans la province de Preah Vihear luttait toujours contre les concessions de terre concédées en 2011 aux compagnies chinoises Lan Feng et Rui Feng. En additionnant trois autres concessions, toutes apparemment détenues conjointement, ces sociétés totalisent 40 000 hectares – soit quatre fois la limite légale pour un seul détenteur de concession². Lan Feng et Rui Feng ont poursuivi le défrichage des terres des communautés pour y planter des cannes à sucre, en dépit de l'assurance donnée aux communautés par le ministère de l'Agriculture et le Gouverneur de la province que les compagnies ne défricheraient pas les terres tant que le litige ne serait pas réglé.

Ces communautés ont attiré l'attention tant à l'intérieur et qu'à l'extérieur du Cambodge sur la combat mené sans relâche par les femmes Kuy. A la fin du mois de novembre 2014, les communautés ont saisi 2 bulldozers et détenu leurs chauffeurs alors qu'ils défrichaient leurs terres³. Les tentatives faites pour porter plainte contre les chauffeurs ont échoué, mais la communauté a contré avec succès toutes celles menées par les autorités pour récupérer les bulldozers qui restent bloqués dans un des villages. Les communautés ont chassé les bulldozers en train de défricher, donné des conférences de presse et des interviews à la radio, organisé deux cérémonies pour jeter un sort sur les compagnies. Des leaders autochtones se sont déplacés de toute l'Asie pour témoigner leur soutien aux communautés.

En 2013, lors du programme national d'attribution des titres de propriété (connue sous le nom de Directive 01BB), les autorités locales ont voulu forcer les membres de communautés à accepter des titres individuels, mais beaucoup ont exigé l'enregistrement de droits fonciers collectifs tel que prévu dans la loi foncière du Cambodge. Les communautés progressent toujours dans l'enregistrement des droits collectifs en établissant une cartographie de leurs terres qui inclue celles aux mains des compagnies. Les autorités chargées de cet enregistrement n'ont pas réagi.

Les représentants des communautés affectées par ces concessions dans toute la province ont tenté des manifestations de protestation, les autorités ont alors promis d'enregistrer les terres des communauté Kuy concédées à Lan Feng et Rui Feng. Aucune action n'étant toujours entreprise, les représentants des communautés sont allés relancer le Gouverneur de la province en décembre. Un leader d'une autre communauté a été arrêté dans le but apparent d'intimider les représentants des communautés. Aucune issue dans cette lutte n'est en vue. Rui Feng a maintenant construit sur le territoire Kuy ce qui est décrit comme la plus grande usine asiatique de transformation de la canne à sucre⁴. Un audit financé par l'Union européenne sur les plantations de canne à sucre et confié à un comité interministériel a porté sur ces concessions mais les résultats n'ont pas été rendus publics.

La création en 2015 du Parti démocratique des peuples autochtones du Cambodge (CIPDP)

L'activisme autochtone a pris un nouveau tournant au Cambodge en 2015, passant de la défense des droits à l'entrée en politique. Fin 2015, le CIPDP est devenu le 6^{ème} parti officiel du Cambodge. En gestation pendant plusieurs années, le CIPDP s'est développé à l'origine dans les réseaux Bunong à partir de Mondulkiri, mais s'est étendu depuis à d'autres provinces et d'autres communautés autochtones. Le CIPDP est confronté à de nombreux défis qu'il devra surmonter dans sa course vers les élections de 2018.

Notes et références

- 1 http://www.equitablecambodia.org/website/index.php?option=view_media&id=158.
- 2 Cheng Sokhorng (2016) Giant sugar mill set to open in Preah Vihear. Phnom Penh Post, 4 February, 2016.
- 3 Phak Seangly (2014) Villagers hold company drivers over land dispute. Phnom Penh Post. 31 December, 2014.
- 4 Cheng Sokhorng (2016) Giant sugar mill set to open in Preah Vihear. Phnom Penh Post, 4 February, 2016.

Cet article a été écrit par les deux auteurs, **Vichet Mong**, militant autochtone Tampuan et membre de la Highlanders Association in Rattanakari au Cambodge et **Neal B. Keating**, anthropologue et professeur à l'Université de Brockport dans l'Etat de New York, ainsi que par un auteur anonyme.

Source : IWGIA, Indigenous World 2016
*Traduction pour le GITPA par **Véronique Hahn de Bykhovetz***